

historiques et conceptuels entre science et foi chrétienne et aussi sur le développement récent des études réalisées à ce sujet.

DOMINIQUE LAMBERT  
*Université de Namur*

## Sciences et société

BECK (Nicolas), *En finir avec les idées reçues sur la vulgarisation scientifique I* [préface de Mathieu VIDARD]. – Versailles : Éditions Quæ, 2017. – 167 p. – 1 vol. broché de 12 × 19 cm. – 19,90 €. – isbn 978-2-7592-2684-9.

Le titre est clair, le texte se veut drôle et percutant : le programme de Nicolas Beck (responsable du service de culture scientifique de l'Université de Lorraine) consiste à recenser les principaux arguments invoqués par les scientifiques pour justifier leur rejet de la vulgarisation pour ensuite les réfuter un à un. On le comprend rapidement : l'ouvrage s'adresse essentiellement à ces chercheurs récalcitrants et a pour vocation de les « convertir » à la vulgarisation scientifique — ou plutôt à la « médiation scientifique », selon la terminologie de l'auteur.

Les contre-arguments avancés par Nicolas Beck vont du constat pragmatico-cynique (« il faut pouvoir expliquer son travail à ceux qui n'y connaissent rien, car c'est souvent le cas des bailleurs de fonds ») à la déclaration idéaliste (« dans ce monde de communication, le grand public a plus que jamais besoin d'être éduqué à l'esprit critique »). Nul doute que cette diversité de points de vue pourra effectivement pousser le lecteur à remettre en question ses préjugés.

Malheureusement, la lecture intégrale d'*En finir avec les idées reçues sur la vulgarisation scientifique* se révèle assez irritante, malgré la brièveté du texte, principalement en raison d'une structure que l'on peut qualifier d'inadéquate. J'en donnerai trois exemples. D'abord, pourquoi l'auteur ne propose-t-il sa propre définition de la vulgarisation (une démarche de co-construction du savoir entre experts et grand public) que dans le dernier chapitre et non pas en ouverture du texte afin d'explicitier son point de vue ? Ensuite, pourquoi se perd-il, en milieu d'ouvrage, dans une énumération de sites internet qui serait bien plus pertinente en annexe ? Enfin, épinglons le propos tenu dans les deux premiers chapitres : d'une part, l'argument du manque de temps est fallacieux et cache un manque d'envie, voire de compétence ; d'autre part, puisque le contrat de tout chercheur mentionne l'obligation de participer à la diffusion scientifique, refuser de vulgariser revient à profiter de manière indue de l'argent public. Une telle entrée en matière ne risque-t-elle pas de décourager d'emblée les scientifiques les moins enclins à adhérer au propos de Nicolas Beck et de rendre finalement caduque son entreprise ?

FABIEN BUISSERET  
*Haute école Louvain-en-Hainaut*